

Charles Akande, rédacteur

Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : Recherche du soutien politique désespérément

Comme le volume des échanges mondiaux a régressé de 12 % dans le sillage de la crise économique dont les séquelles n'en finissent pas de durer, il devient de plus en plus critique de sortir le Cycle de Doha de l'impasse. Le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, l'a souligné souvent et avec véhémence dans divers forums tout au long de la semaine dernière. Cependant, la dernière annonce de M. Lamy que les ministres ne participeront pas à la réunion consacrée au bilan de la fin mars, en raison des écarts importants qui séparent les positions de négociation des membres clés, a fait planer un doute sur la possibilité de parvenir à un accord cette année. En raison de cette crainte que le Cycle de Doha soit déjà passé outre, il ne faudrait pas être surpris d'assister à un déchaînement d'activisme politique, à commencer par la Conférence ministérielle du Groupe de Cairns en avril, pour maintenir le cycle en vie au moins jusqu'à la fin de l'année

Conseil général

S'adressant à l'ensemble des membres pendant la réunion du Conseil général, le 22 février, M. Lamy leur a déclaré que les consultations qu'il a tenues l'ont amené à déceler « une volonté sans faille de faire fond sur les progrès réalisés jusqu'ici pour entrer dans la dernière phase des négociations ». Cependant, ces efforts sont menacés par le manque d'engagements envers les négociations qui accroît en fin de compte « les risques de retour en arrière », a-t-il déclaré.

Épluchant tout les secteurs des négociations, M. Lamy a déclaré à l'ensemble des membres que les divergences qui subsistent entre les membres sur les questions en suspens sont encore trop importantes. « À ce stade, nous n'avons pas encore une idée claire de l'ampleur de ces divergences mais les choses se préciseront certainement au moment du bilan à la fin de mars ». Par conséquent, la réunion consacrée au bilan de mars, qui était organisée au départ pour évaluer si le PDD pourrait être conclu en 2010, n'impliquera pas les ministres, mais plutôt des hauts fonctionnaires. « Je pense que les hauts fonctionnaires sont les mieux à même de réaliser cet exercice à ce stade », a déclaré M. Lamy, en raison de la nécessité de combler davantage les écarts entre les pays avant que les ministres puissent porter les pourparlers au prochain niveau.

Il est donc prévu que chaque président de groupe de négociation fasse le point sur les progrès réalisés jusqu'à présent dans le cadre de ses consultations. En outre, M. Lamy attend des pays impliqués dans les pourparlers bilatéraux, en l'occurrence les États-Unis, l'Inde, le Brésil et la Chine, qu'ils informent les membres. « Je pense que d'ici au moment du bilan, et étant donné les processus bilatéraux menés dans l'intervalle, nous devrions pouvoir nous faire une idée plus claire des divergences dans les positions des participants ainsi que de la dynamique de négociation nécessaire pour les réduire », a expliqué M. Lamy.

Pourtant, s'agissant de la question brûlante sous-jacente de savoir si les pourparlers pourraient être conclus cette année, M. Lamy a insisté qu'il s'agit d'une « décision politique qui appartient aux Ministres », ajoutant qu'étant donné le point où sont rendus les membres en ce moment, « il est également clair toutefois que l'échéance de fin mars est trop proche » pour donner une réponse claire sur ce sujet.

« Lors du bilan, nous devrions donc mieux comprendre où se trouvent les divergences restantes, quelle est leur ampleur et quelle est la dynamique nécessaire pour les éliminer. Cela vous permettrait de faire rapport à vos ministres et de décider, après de nouvelles consultations, de la meilleure façon d'aborder les étapes qui suivront le bilan, ce qui nécessitera des orientations politiques », a déclaré M. Lamy à son auditoire.

Réaction des membres

Les membres se sont en général dits frustrés par le manque de progrès depuis la Conférence ministérielle ratée de juillet 2008. Plusieurs observations appelaient à la poursuite de négociations fondées sur les textes de projet de modalités de décembre 2008. L'UE, par exemple, a déclaré qu'elle est prête à envisager que quelques rajustements soient apportés aux textes, mais a mis en garde contre une « réouverture fondamentale » des textes de projet de modalités.

L'ambassadeur d'Égypte, M. Hisham Badr, s'est dit inquiet des énormes écarts qui séparent la rhétorique politique des véritables progrès réalisés sur le terrain à Genève depuis juillet 2008, tandis que l'ambassadeur de l'Inde, M. Ujal Singh Bathia, semblait contester ouvertement l'objectif de 2010, en déclarant avec insistance que les membres devront peut-être envisager de recalibrer l'objectif afin de respecter la date cible de 2010.

Entre-temps, les États-Unis prétendent qu'ils sont toujours engagés à l'égard du Cycle, mais qu'ils ne recherchent pas de résultat seulement pour parvenir à un accord mondial sur le commerce. L'ambassadeur adjoint des États-Unis, M. Dave Shark, prétend que tous les principaux acteurs devraient contribuer à trouver un accord équilibré, car il n'existe pas de « raccourcis ».

Les remarques les plus judicieuses ont peut-être été formulées par l'ambassadeur du Mexique, M. Fernando De Mateo, qui pense que les négociations ont régressé, car les écarts entre les positions semblent être plus importants aujourd'hui qu'ils l'étaient en 2008 (les questions relatives au mécanisme de sauvegarde spéciale pourraient en être un bon exemple). Le représentant mexicain pense que les membres sont confrontés à trois issues possibles.

Ils peuvent soit laisser le cycle « devenir encore plus insignifiant », car personne ne va « le liquider » ou suspendre les pourparlers après avoir déterminé l'importance des divergences entre les membres. Le problème avec les deux premières options, a-t-il ajouté, est que dans le premier cas l'OMC perdrait sa crédibilité, de même que le prochain cycle de négociations. La difficulté du deuxième scénario est que « les écarts semblent être plus importants à présent qu'ils l'étaient en juin 2008. Dans une année, nous pourrions nous rendre compte qu'ils sont encore plus importants et plus difficiles à résoudre », a déclaré M. De Mateo.

La dernière issue et la plus favorable, a déclaré M. De Mateo, consisterait à atténuer les divergences entre les membres « grâce à des efforts bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux soutenus », afin que les ministres puissent convenir de certaines « questions-portes » qui ouvriraient la voie à un accord mondial. Pour que cela se passe, cependant, les membres « doivent combler les lacunes grâce à la confiance, à l'engagement et avant tout à la flexibilité, trois éléments qui ont vraiment manqué jusqu'à présent », a expliqué le diplomate mexicain.

Calendrier : Négociations de l'agriculture pendant la 2^e quinzaine (1^{er} au 12 mars 2010)

Le président des négociations sur l'agriculture, M. David Walker, a annoncé les séances suivantes pour l'ensemble des membres pendant la première semaine de la quinzaine de mars. À partir de la matinée du 3 mars, le président a l'intention de poursuivre ses consultations sur les modèles et les continuer les 4 et 5 mars afin de passer à l'étape 2 (ou la création de formulaires en blanc ou modèles) dans la mesure du possible, en attendant l'établissement de modalités.

Bien que le calendrier pour la deuxième semaine de la quinzaine n'ait pas encore été annoncé, on prévoit que M. Walker consacrerait le début de la semaine à des consultations sur les modalités ou les « questions entre crochets ou autrement annotées » dans les projets de décembre 2008. Des sources affirment que le président se concentrera probablement sur d'autres questions ouvertes qui n'ont pas été examinées pendant la première quinzaine. Des questions telles que le coton, le nombre et le traitement des produits sensibles (PS), le plafonnement tarifaire des lignes non sensibles, la sauvegarde spéciale (SGS) et la latitude pour la catégorie bleue.

Prochains événements

- 2^e quinzaine de l'agriculture, 1^{er}-12 mars 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-12 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Consultations sur l'AMNA, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 22-26 mars 2010
- Réunion consacrée au bilan, 29-30 mars 2010
- Conférence ministérielle du Groupe de Cairns, 19 avril 2010, Punta del Este (Uruguay)
- Conseil général, 5-6 mai 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010



Egg Farmers
of Canada
Les Producteurs d'œufs
du Canada



Les Producteurs
d'œufs
d'incubation
du Canada

**EGG FARMERS
OF CANADA**

Dedicated to Quality



**LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA**

Dédiés à la qualité



Les Producteurs
d'œufs
d'incubation
du Canada

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada